

Monsieur Thierry Ozenne
Président
Communauté de communes Seules
terre et Mer
10 Place Edmond Paillaud
14480 Creully sur Seules

Affaire suivie par Adrien VERLISIER
Direction de l'Aménagement des Territoires
Service Développement Rural et Fonds Européens
Réf. : D24-10294
☎ : 02.35.52.31.37
✉ : adrien.verlisier@normandie.fr

A Rouen, le 03 DEC. 2024

OBJET : NOTIFICATION D'UNE DECISION D'ATTRIBUTION – DEMANDE D'AIDE FEADER – LEADER AU TITRE DE LA SOUS-MESURE 19.2 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL CALVADOS, MANCHE ET ORNE 2014-2022

Monsieur le Président,

Votre demande de subvention FEADER enregistrée sous le numéro RBNO190223CR0250129 pour le projet « Rénovation et extension du CLNA Centre de loisirs nautiques d'Asnelles » a reçu un avis favorable du Comité de programmation du GAL Pays du Bessin au Virois du 12/09/2024.

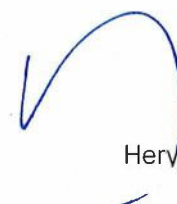
J'ai donc le plaisir de vous informer qu'il a été décidé d'attribuer au projet une subvention FEADER d'un montant de 50 000 € au titre de la sous-mesure 19.2 du Programme de Développement Rural Calvados, Manche et Orne 2014-2022.

Afin de procéder à la contractualisation de cette décision, vous trouverez ci-joint pour notification la convention.

Pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet ou de votre convention, votre interlocuteur est le GAL « Bessin au Virois », Mathilde Ballière, Département du Calvados, 23-25 Boulevard Bertrand 14000 Caen, 02.31.57.18.18 mathilde.balliere@calvados.fr.

D'ores et déjà, je vous invite à le contacter pour déposer votre demande de paiement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.



Hervé MORIN



**CONVENTION RELATIVE A L'ATTRIBUTION
D'UNE AIDE DE L'UNION EUROPEENNE
AU TITRE DU SOUTIEN A LA SOUS-MESURE 19.02
DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL CALVADOS, MANCHE ET ORNE ***
2014-2022



* faisant référence au PDR Basse-Normandie n°CCI2014FR06RDRP025 approuvé par la Commission européenne le 25 août 2015 et révisé le 20 avril 2017, et ses modifications.

N° de dossier OSIRIS : |R|B|N|0| |1|9|0|2| |2|3| |C|R| |0|2|5| |0|1|2|9|
Code sous-mesure Millésime de la création Code GUSI Code géographique GUSI n° ordre dossier
Nom du bénéficiaire : **Communauté de communes Seules terre et Mer**
Libellé de l'opération : **Rénovation et extension du CLNA Centre de loisirs nautiques d'Asnelles**

VU :

- Le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de Cohésion, au FEADER et au FEAMP ;
- Le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;
- Le règlement (UE) n° 1306/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;
- Le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifiant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2014 et modifiant le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil ainsi que les règlements (UE) n° 1307/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leur application au cours de l'exercice 2014 ;
- le règlement (UE) n° 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du FEADER et du FEAGA en 2021 et 2022 ;
- Le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ; modifié par le Règlement (UE) n°2016/669 du 28 avril 2016 ;
- Le règlement d'exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement Européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité ;
- Le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires ;

- La décision de la Commission européenne du 14 mai 2019 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 relative à la simplification des relations entre l'administration et les citoyens ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 1511-1-1, L. 1511-1-2 et L. 4221-5, ce dernier article ayant été modifié en dernier lieu par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- Le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de toute ou partie des fonds européens pour la période 2014 – 2020 ;
- Le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
- Le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
- Le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes des fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, Feader, FEAMP) pour la période de programmation 2014-2020, modifié par l'arrêté du 17 mars 2021 ;
- L'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, et ses modifications successives ;
- Le cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 ;
- Le Programme de Développement Rural de Basse Normandie approuvé le 24 novembre 2015 et ses versions modifiées
- Les délibérations du Conseil régional du 27 décembre 2013 et du 27 juin 2014 pour le territoire de la Basse-Normandie demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020 ;
- la délibération de l'Assemblée plénière du Conseil régional des 15 et 16 octobre 2015, relative à la mise en œuvre du programme de développement rural de Basse-Normandie FEADER 2014-2020 dans les domaines de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;
- La délibération du Conseil Régional en date du 4 janvier 2016, autorisant le Président du Conseil Régional à prendre, après avis des comités régionaux de programmation des Programmes de Développement Rural Régionaux 2014-2020, les décisions d'attribution de subventions et les décisions relatives à la mise en œuvre et la gestion de ce programme dont la région est autorité de gestion,
- La délibération du Conseil Régional en date du 6 juillet 2021, par laquelle ce dernier autorise le Président du Conseil Régional à procéder, après avis du comité régional de programmation, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion des fonds européens la région est l'autorité de gestion ou l'organisme intermédiaire,
- La convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la Région Basse-Normandie signée le 28 janvier 2015 entre la Région, l'Etat et l'ASP ; et ses avenants ;
- Le formulaire de demande d'aide signé le 05/07/2023 ;
- La fiche action n°5 en date d'effet du 07/01/2021 ;
- L'avis du Comité de Programmation du GAL du 12/09/2024 relatif à l'attribution des aides FEADER ;

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-200069516-20250410-DEL2025_025

10

ENTRE

La Région Normandie, représentée par M. Hervé MORIN, Président du Conseil Régional de Normandie, site de Caen, Abbaye-aux-Dames, Place Reine Mathilde, CS 50523 – 14035 Caen cedex 1,

ci-après dénommés « le financeur »

Et

Communauté de communes Seules terre et Mer, représenté par M. Thierry Ozenne, Président, 10 Place Edmond Paillaud 14480 Creully sur Seules

ci-après désigné « le bénéficiaire »

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Un concours financier de l'Union européenne (FEADER) est accordé au bénéficiaire.

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre l'opération : Rénovation et extension du CLNA, à Asnelles décrite dans la demande d'aide susvisée selon les conditions fixées par la présente convention.

ARTICLE 2 – CALENDRIER DE REALISATION DE L'OPERATION

La présente convention prend effet à compter de sa signature. La réalisation effective de l'opération devra se conformer aux points suivants :

A) Commencement de l'opération

- **Date de début d'éligibilité des dépenses**

La date de début d'éligibilité des dépenses est fixée au 01/01/2014. Le début d'exécution de l'opération se définit comme le premier acte juridique, par exemple un devis signé ou un bon de commande passé entre le bénéficiaire et un prestataire ou un fournisseur (ou à défaut une première facture émise).

- **Date limite de début d'exécution de l'opération**

Le bénéficiaire doit débuter son opération au plus tard le 31/12/2022 et transmettre la déclaration de commencement de l'opération au service instructeur du financeur.

Si le projet n'a pas démarré dans ce délai, la présente convention sera caduque. Toutefois, un délai supplémentaire d'un an maximum pourra être accordé par le service instructeur du financeur, si la situation du demandeur le justifie avant cette échéance et si les conditions de non démarrage ne sont pas directement imputables au demandeur. Ce délai pourra être renouvelé à titre exceptionnel.

B) Fin d'exécution de l'opération

- **Date limite de fin d'exécution de l'opération et de fin d'éligibilité des dépenses**

L'opération doit impérativement être achevée au plus tard le 31/12/2024.

La date de fin d'exécution de l'opération s'entend comme la date la plus tardive entre celle de l'acquittement de la dernière facture et celle de l'achèvement physique de l'opération. Les dépenses acquittées après cette date seront considérées comme inéligibles. Si le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement de l'opération dans les délais, celle-ci sera considérée comme achevée.

- **Date limite de dépôt de la dernière demande de paiement**

Le bénéficiaire s'engage à déposer la dernière demande de paiement avant le 31/03/2025.

Le bénéficiaire peut demander une prorogation de délai sur demande justifiée, auquel cas un avenant sera établi. Il précisera les nouvelles dates limites de fin d'exécution et de dépôt de la dernière demande de paiement.

Aucune demande de paiement ne pourra en tout état de cause être reçue par le service instructeur du financeur après le 31 mars 2025, sauf cas particuliers justifiés et notifiés au service instructeur du financeur avant cette date

Lorsque le bénéficiaire a déposé sa demande de paiement pour le solde de son opération mais n'a pas déclaré l'achèvement de l'opération, celle-ci est considérée comme terminée et le service instructeur du financeur procède à la mise en paiement au vu des dépenses réellement réalisées et vérifiées sur factures acquittées.

Une exécution partielle de l'opération ou une modification de celle-ci sans accord préalable peut remettre en cause la convention et conduire, le cas échéant à une décision de déchéance partielle ou totale des droits, émise sur proposition du service instructeur du financeur.

Si le service instructeur du financeur n'a pas reçu la demande de paiement du solde dans les délais précisés ci-dessus, il procède à la clôture de l'opération et définit, le cas échéant, le montant de l'aide à reverser s'il y a eu un acompte versé.

Synthèse du calendrier

Date de début d'éligibilité des dépenses	01/01/2014
Date limite de début d'exécution de l'opération	31/12/2022
Date limite de fin d'exécution de l'opération	31/12/2024
Date limite dépôt de la dernière demande de paiement	31/03/2025

ARTICLE 3 – MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE

Le montant des dépenses prévisionnelles éligibles de l'opération est présenté ci-contre :

Postes de dépenses	Montant prévisionnel éligible de l'opération €	
Poste C : Etudes, communication et prestations intellectuelles		
RATTEZ-CONTAMIN ARCHITECTURE) -BRUNEL ARCHITECTES : Maîtrise d'œuvre	39 928,00 €	HT
Repérage amiante	107,90 €	HT
DIMOE - Diagnostic énergétique	4190 €	HT
BET Technique et thermique	6980 €	HT
SOCOTEC - Mission Sécurité et Protection de la Santé	8300 €	HT
sous-total	59 505.90 €	HT
Poste D : Travaux		
Lot 1 - Démolition, GO, aménagements extérieurs - AVENIR BTP	143 867,43 €	HT
Lot 2 - Ossature bois, charpente, extensions - CHANU HD	54 320,40 €	HT
Lot 3 - Couverture, zinguerie, étanchéité - RD RENOVATION	96 950,91 €	HT
Lot 4 - ITE, bardage extérieur - CHANU HD	56 575,67 €	HT
Lot 5 - Menuiseries extérieures PVC - GUIBERT HABITAT	43 450,15 €	HT
Lot 6 - Placo, doublage, isolation - SARL EPA	60 426,40 €	HT
Lot 7 - Menuiserie intérieure, escalier bois - LELUAN MAO	15 747,58 €	HT
Lot 8 - Electricité - VOLTEZ	27 952,79 €	HT
Lot 9 - Chauffage électrique, ventilation, plomberie, sanitaires - PIQUOT	68 638,01 €	HT
Lot 10 - Serrurerie, escaliers, coursives métalliques - SNM	42 702,00 €	HT

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-200069516-20250410-DEL2025_025

Lot 11 - Elévateur PMR extérieur - MYDL	25 900,00 €	HT
Lot 12 - Carrelage, faïence, chape - PAUL MARIE	25 456,87 €	HT
Lot 13 - Peinture, sols souples - GILSON	11 848,00 €	HT
sous-total	673 836.21 €	HT
TOTAUX	733 342.11 €	

Le montant total prévisionnel éligible retenu est de 733 342.11 € HT

Les ressources prévisionnelles de l'opération pour les dépenses éligibles retenues sont les suivantes :

	Modalité d'intervention	Montant éligible	Taux de financement	Montant de subvention	Montant principal	Montant contrepartie FEADER
Montant principal (cofinancé et top-up)						
PREF NORMANDIE DETR	Top-Up	733 342.11 €	27.98%	205 215.33 €	205 215.35 €	/
PREF NORMANDIE CEREMA	Top-Up	733 342.11 €	4.30%	31 540 €	31 540 €	/
Région Normandie FRADT	Top-Up	733 342.11 €	20%	146 668 €	146 668 €	/
CD Calvados	Top-Up	733 342.11 €	18.82%	137 988 €	137 988 €	/
Maitre d'ouvrage public	Cofinancé	733 342.11 €	8.52%	62 500 €	12 500€	50 000 €
Autres financements						
Autofinancement					149 430.76 €	
				Sous-total	683 342.11 €	50 000 €
				TOTAL	733 342.11 €	

Règle d'intervention :

Le taux maximum d'aide publique de la fiche action pour le projet est de 100%,

Le taux de cofinancement FEADER est de 80 % de la dépense publique éligible

Plancher de la fiche action : 3 000 €

Plafond de la fiche action : 50 000 €

Par la présente convention, il est attribué au bénéficiaire une aide maximale prévisionnelle du FEADER d'un montant de 50 000 Euros.

L'aide du FEADER sera versée sous réserve de l'attribution effective de la contrepartie nationale apportée par le maitre d'ouvrage public pour un montant de 12 500 Euros. Lorsque la contrepartie nationale effectivement versée est inférieure au montant initialement prévu, le montant du FEADER est recalculé, proportionnellement au taux d'intervention effectif.

Si le projet génère des recettes, le montant de l'aide accordé pourra être recalculé au moment du versement du solde conformément aux articles 61 et 65-8 du règlement communautaire n°1303/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013

Règle de dépassement des postes (principe de modulation) :

Le Financier autorise un dépassement de montant des postes de dépenses après application des seuils et plafonds prévus par la réglementation à condition que l'équilibre général de l'opération soit respecté et que l'opération reste fonctionnelle.

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-200069516-20250410-DEL2025_025

T3

Il est autorisé un dépassement de montant de 20% par poste de dépense, dans la limite du montant total de l'assiette éligible des dépenses retenues.

La règle de dépassement sera appliquée au moment de chaque demande de paiement. En conséquence, en cas de « sur-réalisation » d'un poste, l'application de la règle de dépassement de la convention attributive ne peut pas être entièrement automatique. Il reviendra au service instructeur du financeur d'apprécier s'il applique la règle, au regard de l'importance de la sur-réalisation et des justifications présentées par le bénéficiaire.

ARTICLE 4 – MODIFICATION OU ABANDON DU PROJET

Toute modification envisagée du projet (matérielle, immatérielle, technique, financière, statut juridique ou social du bénéficiaire, etc...) doit être notifiée au service instructeur du financeur avant sa réalisation par le bénéficiaire et au plus tard à la dernière demande de paiement.

Le service instructeur du financeur, après examen et en cas d'acceptation, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet doit demander la résiliation de la présente convention. Il s'engage à en informer immédiatement le service instructeur du financeur pour permettre la clôture de l'opération. Ce dernier définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide. Une décision de déchéance de droits sera alors établie par le service instructeur du financeur et l'Agence de Services et de Paiement émettra un ordre de recouvrer à l'encontre du bénéficiaire, si le versement de l'aide a déjà été effectué.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Les engagements du bénéficiaire sont décrits dans le formulaire de demande de subvention signé par le bénéficiaire le 05/07/2023, qui constitue une pièce contractuelle de la présente convention. **Une exécution partielle de l'opération ou une modification sans accord préalable de celle-ci peut remettre en cause la présente convention.**

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à :

- A informer le service instructeur du financeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, des engagements ou du projet ;
- A respecter pour les bénéficiaires concernés les règles de la commande publique ;
- A permettre l'accès à ses locaux ainsi qu'aux investissements faisant l'objet de la présente convention aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements ;
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres financements publics (nationaux ou européens) ;
- A ce que les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans le cadre de cette opération respectent les normes en vigueur ;
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années, à compter de la date de signature de la convention : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité... ;
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter du paiement final de l'aide conformément à l'article 71 du règlement 1303/2013,
- A fournir au financeur et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme ;
- Tous autres points particuliers liés à l'opération ;
- A fournir un rapport d'activité de l'opération pour les dépenses hors investissement.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DE COMMUNICATION

Les références réglementaires concernant les obligations de publicité sur l'intervention de l'Union européenne sont l'article 115 et l'annexe XII du règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2013 ainsi que l'article 5 et l'annexe III du règlement d'exécution (UE) n°808/2014, modifié par le règlement d'exécution (UE) n°2016/669. Les consignes techniques à respecter sont détaillées à l'article 5 et l'annexe II du règlement d'exécution n°821/2014.

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-200069516-20250410-DEL2025_025

Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations réglementaires relatives à la publicité de l'aide décrites dans le tableau ci-dessous :

Montant de l'aide publique totale	Conditions de publicité
Quel que soit le montant de l'aide attribuée	<p>Sur tous vos supports d'information et de communication.</p> <p>Le cas échéant, sur son site web professionnel, en mentionnant le soutien du FEADER et de l'Union européenne et en ajoutant le lien vers le site de la Commission Européenne : http://ec.europa.eu/agriculture/rural-development-2014-2020/index_fr.htm.</p>
Pour les projets dont le soutien public total est > à 50 000 € et < à 500 000 €	<p><u>Pendant et après la mise en œuvre du projet :</u></p> <p>Apposer une affiche A3 minimum (soit 29,7 x 42 cm) ou plaque A3 (pour les projets compris entre 50 000 € et 500 000 €) présentant le projet, dont le soutien financier octroyé par l'Union européenne en un lieu aisément visible par le public (ex: entrée d'un bâtiment) ou sur vos équipements. Un autocollant sera apposé pour le matériel mobile.</p>
Particularité pour les projets dont le soutien public total est > à 500 000 €	<p><u>Pendant la mise en œuvre de l'opération :</u></p> <p>Apposer un panneau d'affichage temporaire, de dimension importante A1 minimum (soit 59,4 x 84,1 cm) présentant le projet, dont le soutien financier octroyé par l'Union européenne, en un lieu aisément visible par le public (ex: entrée d'un bâtiment) ou sur vos équipements.</p> <p><u>Après la mise en œuvre de l'opération :</u></p> <p>Au plus tard trois mois après l'achèvement d'une opération, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau d'affichage permanent de dimension importante A1 minimum (soit 59,4 x 84,1 cm), qui indique le nom et l'objectif principal de l'opération et met en évidence le soutien financier de l'Union, en un lieu aisément visible par le public (ex: entrée d'un bâtiment) ou sur vos équipements.</p>
<p>L'ensemble des supports doivent comporter les éléments obligatoires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'emblème de l'Union européenne (drapeau européen) ; - Le logo LEADER assorti de la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales » ; - Le nom de l'opération et son objectif principal ; - Le logo de la Région et des autres financeurs nationaux éventuels. <p>Ces mentions doivent occuper au moins 25% des supports choisis.</p> <p>L'affichage doit être maintenu pendant 5 ans après le paiement final de l'aide européenne.</p>	

De manière générale :

L'ensemble des consignes techniques à respecter sont compilées dans le kit de publicité dédié au FEADER, disponible sur le site Internet www.europe-en-normandie.eu. Sont également téléchargeables sur ce site, les logos (Région Normandie, Union européenne, autres financeurs), les modèles d'affiches personnalisables et les modèles de panneaux et plaques personnalisables.

Conformément au règlement (UE) n°1306/2013 et dans le respect de la loi «informatique et liberté» (loi n°78-17 du 6 janvier 1978), il sera publié au moins une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural de la Région Normandie. Cette liste indiquera le nom du bénéficiaire, la commune dans laquelle le bénéficiaire réside ou est enregistré, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics alloués à ces actions.

ARTICLE 7 – VERSEMENT

Le versement de l'aide peut faire l'objet de versements intermédiaires dans la limite de 2 acomptes, ne pouvant excéder 80% du montant prévisionnel de l'aide et ne pouvant dépasser le pourcentage de réalisation effective de l'opération.

Les versements des acomptes ou du solde sont effectués sur justification de la réalisation de l'opération et de la conformité de cette opération avec le contenu de la présente convention.

Pour le paiement de l'aide, le bénéficiaire doit adresser, au service instructeur du financeur dans le délai fixé à l'article 2 pour l'achèvement de l'opération :

- la déclaration d'achèvement de l'opération,

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-200069516-20250410-DEL2025_025

13

- la demande de paiement de la totalité de l'aide ou du solde dans l'hypothèse où des acomptes lui auraient déjà été versés, accompagnées des différents justificatifs de dépenses correspondants (factures, copie de factures acquittées ou toute autre pièce comptable ayant valeur équivalente). Pour être acquittée, une facture doit porter le mode de règlement et la référence du règlement :
 - soit ces éléments sont attestés sur la facture par le fournisseur ou constructeur qui mentionne obligatoirement le moyen de paiement, la date effective du paiement (endossement du chèque par exemple), ainsi que la signature et le cachet du fournisseur ;
 - soit les factures sont accompagnées d'une copie des relevés de compte bancaire prouvant les débits correspondants ;
 - soit les factures sont accompagnées d'un état récapitulatif des factures avec mention « acquittée » signé par le comptable public pour un bénéficiaire public, ou par l'expert-comptable pour un bénéficiaire privé ;
- les pièces justificatives demandées dans le formulaire de demande de paiement.

Le service instructeur du financeur vérifie la conformité de la réalisation des dépenses avec ceux ayant servi de base à la convention. Il se réserve le droit d'exiger toutes pièces justificatives relatives à l'opération. Il peut, le cas échéant, procéder à une visite sur place et demander la transmission des documents requis.

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention est effectué en fonction de la disponibilité des crédits correspondants, en un ou plusieurs versements.

La subvention accordée par l'Union européenne est versée par l'ASP, 2 rue du Maupas 87040 LIMOGES cedex 1, représentée par son agent comptable.

Le versement de l'aide du FEADER a lieu sur constat de versement des aides publiques intervenant en Contre Partie Nationale par les autres financeurs. L'état des versements comprend la contre partie nationale mais également le Top Up.

Le service instructeur du financeur pourra être amené à réduire le montant de participation du FEADER, afin de tenir compte des éventuelles sous-réalisations et de versements réellement effectués par les financeurs nationaux. Le service instructeur du financeur notifiera par écrit au bénéficiaire le plan de financement réalisé de l'opération ainsi que le montant final de l'aide FEADER.

Aucun paiement ne pourra intervenir après le 31 décembre 2025.

ARTICLE 8 : RESERVES

Les aides de l'Union européenne FEADER mentionnées à l'article 3 seront versées sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire sur son formulaire de demande d'aide signé le 05/07/2023 et du respect des engagements mentionnés aux articles 5 et 7 ;
- du respect du taux d'aides publiques tel que défini à l'article 3 ;
- de la réalisation prévisionnelle d'un montant de 733 342.11 € de dépenses éligibles réparties par postes de dépenses.

ARTICLE 9 : REVERSEMENT

En cas de non- respect des obligations ou des engagements du bénéficiaire et notamment en cas de non- exécution partielle ou totale de l'opération, sauf cas de force majeure et circonstances exceptionnelles au sens des articles 64 du Règlement (UE) n°1306/2013 et 4 du Règlement délégué (UE) n°640/2014 susvisés ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, le financeur peut mettre fin à la présente convention et exiger le reversement total ou partiel des sommes versées. Une décision de déchéance totale ou partielle de droits sera alors établie par le financeur au titre de la contrepartie FEADER. Un ordre de recouvrement sera émis par l'Agence de Services et de Paiement pour le remboursement de l'aide perçue.

Le reversement total de la somme perçue, assorti des intérêts au taux légal en vigueur sera requis en cas notamment de :

- Refus des contrôles réglementaires ;
- Fausse déclaration ou fraude manifeste ;

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-200069516-20250410-DEL2025_025

- Modification de l'affectation de l'investissement subventionné **dans les 5 ans à compter du paiement final de l'aide conformément à l'article 71 du règlement 1303/2013;**

Seront en outre appliquées les sanctions financières éventuellement prévues dans la réglementation communautaire et nationale.

Par ailleurs, Conformément à l'article 63 du règlement d'exécution (UE) n°809/2014, le bénéficiaire encourt des pénalités si le montant de l'aide demandée lors de sa demande de paiement, aboutit à un montant d'aide excédant de plus de 10% le montant d'aide arrêté par l'autorité administrative après vérification de l'éligibilité de la demande de paiement. Le montant des pénalités est égal au montant de l'indu (écart entre le montant demandé par le bénéficiaire et le montant réellement payable). Le montant versé après application des pénalités est égal au montant d'aide arrêté, par l'autorité administrative après vérification de l'éligibilité de la demande de paiement, diminué du montant de l'indu.

Aucune sanction n'est cependant appliquée si le bénéficiaire peut démontrer, à la satisfaction de l'autorité compétente, qu'il n'est pas responsable de l'inclusion du montant non admissible, ou si le service instructeur du financeur arrive d'une autre manière à la conclusion que le bénéficiaire concerné n'est pas fautif.

ARTICLE 10 : CONTROLES

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle réglementaire (administratif ou sur place) pouvant intervenir.

Tout refus de contrôle entrainera l'émission d'une décision de déchéance de droits et l'obligation de remboursement de l'aide perçue.

Visite sur place :

La visite sur place s'inscrit dans le cadre du contrôle administratif et porte sur l'objet subventionné par le FEADER. Elle concerne des opérations comportant des investissements matériels ou des travaux. Elle est réalisée avant le paiement du solde de la subvention.

L'objectif est de :

- vérifier visuellement la réalisation de l'investissement par rapport au projet approuvé,
- s'assurer du paiement par le bénéficiaire,
- s'assurer de la conformité de l'objet et de son montant,
- s'assurer de la date de réalisation,
- vérifier le respect des obligations d'affichage en matière de publicité.

Contrôle sur place :

Avant paiement :

Les contrôles sur place couvrent 5% du montant FEADER des demandes de paiements sur l'année civile. Les contrôles sur place visent à vérifier que l'opération a été mise en œuvre conformément aux règles applicables et couvre tous les critères d'admissibilité, les engagements et les autres obligations en ce qui concerne les conditions d'octroi du soutien, qu'il est possible de contrôler au moment de la visite. Les contrôles sur place garantissent que l'opération est admissible au bénéfice du soutien du FEADER.

Les contrôles sur place vérifient l'exactitude des données déclarées par le bénéficiaire par rapport aux documents justificatifs.

Il est notamment vérifié que les demandes de paiement introduites par le bénéficiaire sont justifiées par des pièces comptables ou d'autres documents, y compris, le cas échéant, que les données de la demande de paiement sont exactes, en examinant les données ou les documents commerciaux détenus par des tiers.

Les contrôles sur place visent à vérifier que la destination effective ou prévue de l'opération correspond aux objectifs décrits dans la demande de soutien, pour lesquels le soutien a été octroyé.

Après paiement final :

Les contrôles ex post sont également effectués sur les opérations d'investissement afin de vérifier le respect des engagements prévus à l'article 71 du règlement (UE) n°1303/2013 ou spécifiés dans le programme de développement rural. Pour chaque année civile, les contrôles ex post couvrent au moins 1 % des dépenses financées par le Feader en ce qui concerne les opérations d'investissement qui sont encore subordonnées à des engagements et pour lesquelles le Feader a effectué le paiement final.

En cas d'anomalie constatée, le guichet unique vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

ARTICLE 11 : LITIGES

La présente convention peut être contestée dans un délai de 2 mois à compter de sa notification :

- soit par un recours gracieux et hiérarchique auprès de la Région. Celui-ci est interruptif du délai de recours contentieux.
- soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, à compter de sa notification ou à compter de la décision explicite de rejet ou de rejet implicite par le Président de la Région Normandie du recours gracieux et hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Lorsque l'intervention est formée au moyen du téléservice mentionné à l'article R. 414-6 du Code de justice administrative, elle est présentée dans les conditions prévues par cet article.

ARTICLE 12- EXECUTION

Le Président de Région et l'Agence de Services et de Paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision juridique.

Fait à Rouen, le 03 DEC. 2024

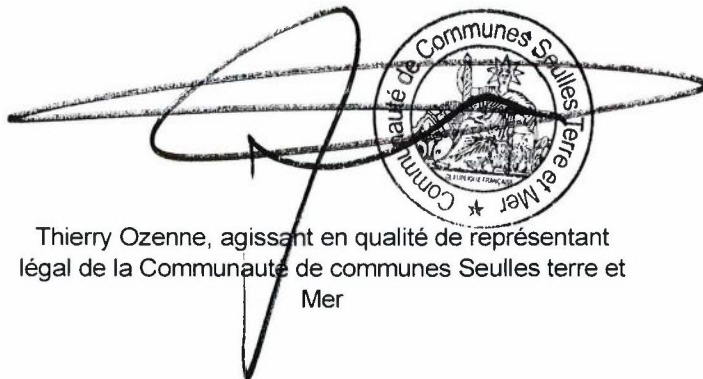
Le Président de la Région Normandie



Hervé MORIN

Fait à *Coully-sur-Seulles*, le... 31.10.24

Signature du bénéficiaire ou de son représentant légal



Thierry Ozenne, agissant en qualité de représentant
légal de la Communauté de communes Seules terre et
Mer